

*par Jacques Le Dauphin*

Dans quelques jours à Strasbourg-Kehl-Baden-Baden se tiendra le sommet du soixantième anniversaire de l'OTAN. Une telle commémoration représente en elle-même un véritable défi. En effet qu'une organisation militaire typique de la guerre froide perdure encore, alors que les motivations qui ont présidé à son avènement ont disparu depuis vingt ans, pose question sur son identité réelle. Alors que les interrogations se multiplient sur cette identité, le président français Nicolas Sarkozy, bien que personne ne lui demandât, décide d'engager la France dans la totalité des structures militaires intégrées de l'OTAN et même d'y exercer en leurs seins des postes de commandement. Une décision qui met fin à l'exception française décrétée par le Général De Gaulle en 1966 et suscite comme on a pu le mesurer ces derniers jours, réserves et réactions hostiles dans de larges couches de l'opinion française et questionnements dans les autres pays européens. C'est un défi qui s'ajoute au premier.

Alors pourquoi ces défis lancés ? Pourquoi le maintien et le développement amorcé de l'OTAN ? Qu'est ce qui pousse le gouvernement français à prendre une telle décision aliénant l'indépendance nationale, à laquelle il se dit pourtant attaché, et que l'on sait l'OTAN placée sous leadership américain ?

Une nouvelle OTAN ?

Parmi les arguments avancés, on trouve l'idée que l'OTAN n'est plus la même que par le passé et que sa nouvelle raison d'être se situe dans le contexte international actuel. Si dit-on la menace soviétique a disparu, de nouvelles menaces sont apparues comme le chaos, le terrorisme, l'insécurité mondiale due au « non droit » et à la haine. Ainsi l'OTAN se maintiendrait et exercerait plus de responsabilités face à ces menaces diffuses. Elle se transformerait en une « Alliance contre X », contre tout ce qu'on ne peut nommer précisément. Ce qui constitue à l'évidence un vaste champ d'ennemis potentiels. Dans cet esprit, dès le lendemain de la Guerre froide, sous l'impulsion des Etats-Unis, l'OTAN s'est évertuée à rechercher des adaptations pour tenter de justifier sa pérennité. Une mutation a été entreprise, l'Organisation a intégré de nouveaux membres, issus de l'ex-URSS, de l'ex-Traité de Varsovie, des Balkans. Un nouveau concept stratégique a été adopté en 1999, tendant à l'élargissement des prérogatives et de la sphère d'influence, bien au-delà du cadre

initial, l'OTAN partout et pour tout. Ce cap défini a été maintenu, tendant à transformer l'OTAN en bras armé de la mondialisation libérale, porteur de valeurs occidentales, dites universelles. Il s'agit d'une volonté de moins en moins camouflée de substituer l'OTAN à l'Organisation des Nations Unies (ONU). L'OTAN deviendrait ainsi le lieu où se décide la sécurité du monde et imposerait sa loi par sa puissance militaire (70 % des capacités militaires mondiales). Il ne s'agit pas d'une vue de l'esprit c'est le sens du « Global Nato » pour la promotion duquel milite son secrétaire général actuel, Jaap De Hoop Scheffer. Déjà les troupes de l'Otan interviennent déjà hors de leur zone en Afghanistan en attendant demain d'autres aventures sur d'autres continents ? À ce sujet l'OTAN se propose d'inviter à participer à ses structures des pays comme le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande....

#### La crise du relationnel transatlantique

Si la ligne semble tracée, elle rencontre cependant de vives résistances au sein même de l'Organisation. Elles sont à rattacher à la crise du relationnel transatlantique ouverte à la fin de la guerre froide. Ce qui rend parfois ces contradictions difficiles à cerner, c'est qu'au fil des événements, compte tenu de la variété des pays européens, la relation transatlantique est marquée par des tendances centrifuges et centripètes, d'autant que les Etats-Unis ne restent pas les deux pieds dans le même sabot. Ils tentent de rassurer leurs alliés tout en maintenant la pression. Cependant les contradictions demeurent. La crise irakienne fut un point d'orgue, mais également les divergences apparues lors du sommet de Bucarest concernant l'entrée de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'Organisation, ou encore les réticences de plusieurs pays à envoyer de nouvelles troupes en Afghanistan. La crainte de plusieurs pays de se voir entraînés de facto dans des opérations militaires américaines, aventuristes et dangereuses est vive. Qu'en sera-t-il à Strasbourg, où Barak Obama sera présent ? La nouvelle administration américaine infléchira-t-elle quelque peu la tendance hégémonique des Etats-Unis ? De récentes déclarations semblent marquer certains infléchissements sur l'Iran, le bouclier anti-missile, dans le relationnel avec la Russie, la Chine ... Les déclarations de Joé Biden, lors de la récente conférence de Munich sur la sécurité s'écartent, il est vrai, de la tonalité des discours de George Bush. Mais la tonalité ne suffit pas à changer la réalité. Et il semble assez illusoire de penser que les Etats-Unis seraient susceptibles de remettre en cause spontanément leur leadership qui est une permanence de

la politique américaine.

Lors de son discours d'investiture Barack Obama a été clair à ce sujet. Tout porte à croire que les Américains entendent redynamiser l'Alliance Atlantique et redéfinir avec leurs alliés ses missions stratégiques. Le nouveau concept stratégique projeté semble bien s'inscrire dans ce sens. Il apparaît donc peu probable comme le décrit Nicolas Sarkozy, au nom d'une ligne dite « bruxelliste », que les Etats-Unis envisagent aussi simplement de partager véritablement une direction sur l'Organisation qu'ils assument depuis l'origine. D'autant que c'est loin d'être une revendication majoritaire des pays européens, lesquels ne souhaitent pas non plus une défense européenne autonome. Qu'attendre du Sommet de Strasbourg dont Nicolas Sarkozy et Angela Merkel participent à la présidence ? Nous le saurons dans quelques jours.

L'OTAN à la croisée des chemins

Ce qui est certain c'est que l'OTAN se trouve placée à la croisée des chemins : le statu quo n'est pas envisageable, pas plus que le retour à la case départ, souhaité pourtant par plusieurs pays, mais qui remettrait en cause l'existence même de l'Organisation. Reste la fuite en avant déjà entreprise. Cependant aucun de ces chemins ne conduit à crédibiliser l'identité de l'Otan et sa légitimité actuelle. Alors que penser d'une organisation dont les membres ne s'accordent qu'à minima sur son rôle actuel et futur ? A-t-elle toujours raison d'être ? Ne peut-on pas émettre l'idée de sa dissolution ? On peut la penser possible, mais elle ne résultera pas par des incantations. En effet pour le présent, en dépit des divergences évoquées, aucun des gouvernements des pays membres ne désire remettre en cause l'existence de l'OTAN, ni même s'en retirer, d'autant que d'autres pays frappent à la porte pour y entrer. En cela pèse le lien privilégié avec les Etats-Unis et surtout l'absence d'une alternative claire et crédible. Rien ne sera donc spontané du côté des Etats. Mais un courant monte dans les opinions pour remettre en cause l'existence de l'OTAN. Le contre sommet qui aura lieu à Strasbourg-Kehl, à l'initiative d'organisations représentatives, en parallèle avec le sommet officiel en témoigne. Se retrouveront, Français, Allemands, Belges, Britanniques, Grecs, Américains, Autrichiens... Outre les débats projetés ce contre sommet aboutira à une grande manifestation. On aurait le plus grand tort de penser qu'il s'agit là d'une vaine démonstration. L'inquiétude des autorités témoigne du contraire. C'est pourquoi la pression

de l'opinion devra continuer à s'exercer.

### Une nouvelle architecture européenne de sécurité

Face à ce qui peut sembler une impasse ne peut-on envisager d'établir une nouvelle architecture de sécurité pour le continent dans un profil paneuropéen, un projet qui tendrait à se dégager d'une conception purement militaire de la sécurité ? Une telle ambition pourrait être portée par les Etats européens avec, comme ce fut le cas lors de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe à Helsinki, en 1975, la participation de la Russie et des Etats-Unis. Dans un autre contexte une sorte « d'Helsinki II ». Il apparaît évident qu'un tel projet ne pourrait être porté par des organisations marquées par la Guerre froide, comme l'OTAN, structure militaire, ni même l'OSCE visiblement dépassée par l'Histoire. Dans cet esprit, si l'on évite de faire un point de fixation sur de possibles arrières pensées russes, la proposition formulée par le président russe, Dmitri Medvedev, d'un concept paneuropéen de sécurité mérite sans aucun doute l'attention. Dans une nouvelle architecture de sécurité européenne on peut trouver le moyen de dépasser graduellement l'OTAN, en offrant aux pays européens de réelles perspectives. La construction européenne y trouverait une dynamique d'autonomisation lui permettant d'apporter une riche contribution dans les rapports internationaux.